

INTERNET, DE L'EXTASE A L'EFFROI UN MONDE A RECONQUERIR

*Texte écrit pour développer le Projet alternatif au 38^e Congrès du PCF
"Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du Communisme"*

Il y a bientôt trente ans naissait le World Wide Web, dans l'entre-soi des rares initiés d'alors. Pour nous communistes, avec la société du partage immatériel qu'il rendait possible grâce à l'extension sans limite du domaine de la connaissance, il était la perspective d'un ré-enchantement du monde¹. Adossé aux logiciels et aux contenus libres², propulsé par un Internet décentralisé et neutre, entraînant un renouveau de l'esprit basé sur l'abondance, le Web d'alors formait un territoire infini. Le temps était venu d'abolir la malédiction de la rareté, la frustration de la lenteur, la ségrégation de l'éloignement, l'injustice dans l'accès à l'universel.

Internet est la troisième révolution technique de la communication, après l'écriture du côté de Sumer il y a 5.200 ans et l'imprimerie vers 1.450 en Allemagne. Soudain chacun pouvait accéder à la totalité de l'information stockée. Ce projet proprement œcuménique de "communisme informationnel"³, le Christianisme l'avait formulé dans ses paroles, les philosophes des Lumières thématés dans ses principes, la Révolution française ébauché dans sa pratique, Marx théorisé et prolongé politiquement. Les expériences qui ont suivi en avait concrétisé l'espoir, de la Commune de Paris au programme du CNR. Cet universalisme est au cœur même de l'Humanité. Avant même d'être un objet technique, le Web ne pouvait donc être qu'un projet politique⁴.

Il aura suffi de douze ans pour atteindre un milliard d'utilisateurs⁵. La moitié de l'Humanité est aujourd'hui connectée. La massification soudaine de l'usage du Web a ainsi conféré à l'information et au savoir une place croissante dans la production de richesse. Biogénétique, éducation, art, journalisme, édition, nano technologies⁶, culture, logi-

ciels, industrie : des pans entiers de notre civilisation dépendent aujourd'hui d'informations numériques. Une économie de l'immatériel et une société de la connaissance ont vu le jour.

De cette réalité est né un monde nouveau, et des modes antagonistes de production qui se sont trouvés soudainement coexistants. Pour le capitalisme financier, affaibli par la baisse des taux de profit de l'économie matérielle, le numérique est devenu le véhicule et l'explication même de sa relance économique, tout autant que la remise en selle providentielle de sa capacité d'innovation.

Mais pour cela il fallait faire rentrer le nouveau monde dans l'ancien, mettre au pas la structure par essence participative et impertinente du Web, recentrer sur quelques acteurs le bouillonnement créatif des débuts, légiférer partout pour

créer des zones de droit privé au services des marchands dominants du Web. Dans ses efforts pour mettre Internet au service de l'enrichissement d'un petit nombre d'oligarques planétaires, le capital mène une guerre déterminée dont les conséquences anthropologiques dépassent de loin le cadre technique et juridique.

Abondance ou rareté ? Partage ou rente ? Élévation collective des consciences ou exploitation par le petit nombre ? Diversité ou nivellement ? Consentement ou surveillance ? Ces

options s'opposent frontalement, et les conséquences des victoires successives du capital sont nombreuses et dramatiques. Ainsi constatons nous l'accélération brutale du recul des libertés, la privatisation des communs, la concentration des pouvoirs cognitifs, l'envahissement des consciences... C'est enfin l'existence d'Internet lui-même qui est menacée dans ses fondamentaux historiques -symétrie, décentralisation, neutralité, démarchandisation.



Alexandre Rodchenko, "l'escalier", 1930, détail

1 Dès 1995 [<https://www.humanite.fr/node/113310>]

2 Voir à ce sujet [<https://www.humanite.fr/node/189155>]

3 Bill Gates qualifie ainsi, négativement bien sûr, le mouvement des logiciels Libres en 2005

4 Internet, objet Politique [<https://www.humanite.fr/node/256614>]

5 Huit cent Millions en 10 ans, voir [<https://www.humanite.fr/node/310784>]

6 Voir à ce sujet [<https://www.humanite.fr/node/437161>]

Quatre fronts dessinent autant d'alternatives qui se jouent sur les plans techniques, mais surtout législatifs et politiques. Les communistes ne peuvent les ignorer, car ils sont à la fois des enjeux de conscience politique, des clés pour comprendre le réel sous-jacent à l'idéologie du "digital", et des terrains de propositions concrètes sans lesquels nulle vision civilisatrice de rupture n'est crédible. Ils forment les Résistances actuelles les plus avancées contre les offensives majeures du capitalisme numérique :

- La privatisation des communs et des modèles ouverts, au prix des libertés ;
- La prédation des données personnelles par un capitalisme de plateforme aux mains de quelques acteurs transnationaux, au prix de l'intime ;
- L'occupation permanente du corps social créant peu à peu une civilisation de l'inattention, au prix de l'empathie collective ;
- La "Silicolonisation" du monde par l'idéologie libertarienne et le "solutionnisme" algorithmique prétendant remplacer les choix collectifs, au prix de la démocratie ;

Lutter contre la privatisation des Communs informationnels

La "société de consommation" a engendré l'inverse de ses promesses : une société où une large partie de la population mondiale n'a plus les moyens de consommer ce qui lui est utile et bénéfique. A l'identique la société de la connaissance laissée au capitalisme est en train de produire son corollaire opposé : une société de l'ignorance de masse, livrée aux transnationales du divertissement, sujette aux injonctions normatives de l'imagerie hollywoodienne. Une société dépossédée de sa capacité d'imagination et de création, surveillée et légiférée par les marchands, punie par leurs milices privées⁷.

Comment en est-on arrivé là ? En grande partie du fait du recul des communs informationnels et de leur progressive enclosure dans le domaine privé – alors même que l'essence du Web était et reste le partage et la collaboration singulièrement incarné par le Modèle Ouvert.

Ce modèle ouvert est basé sur le libre échange des richesses informationnelles, leur amélioration redistribuée sans restriction, leur rétribution par subsidiarité. C'est celui des Logiciels Libres⁸, des médicaments génériques, des licences Créatives Commons, de Wikipédia... Grâce aux Licences qui les protègent les biens immatériels qui s'élaborent et circulent sous ce mode s'émancipent de la verticalité et de la privatisation, pour être produits et diffusés en tant que biens communs sanctuarisés. Par exemple, indissociable de l'essor du Web, les logiciels et les contenus "Libres" ont été (au même titre que la Sécurité Sociale ou les Services Publics) la démonstration de l'efficacité des principes de la production socialisée.



Sur les autoroutes de l'information

Le modèle ouvert est porteur de renouveau et d'espoir. Il

Ces antagonismes dessinent les nouvelles frontières entre deux modes des productions, deux façons de voir le monde. Celui d'un capitalisme contemporain fidèle à son obsession originelle du taux de profit, quitte à acter la catastrophe anthropologique et environnementale qui menace le processus de civilisation. Celui d'autre part de la mise en commun, du libre développement de chacun comme levier de l'épanouissement de tous, du numérique mis au service d'une société de producteurs associés.

Avec leur force de frappe normative (fabrique du consentement), commerciale (prolétarianisation du quotidien) idéologique (désintermédiation et occupation de l'esprit) et politique (solutionnisme et dévitalisation du processus démocratique) les acteurs du numériques imposent, sur les ruines du désenchantement cartésien, une vision civilisatrice négative. Les modèle ouvert, l'Internet décentralisé, la démarchandisation des communs, l'universalisation de la connaissance en sont l'alternative progressiste.

Dans le stade de développement historique que nous traversons, il ne peut y avoir qu'un seul survivant.

produit de la performance sociale par la redistribution de sa production : les découvertes et le travail de chacun profitent à tous. Il crée un cercle vertueux : grâce aux logiciels Libres, Internet existe, grâce à Internet, les richesses informationnelles se partagent sans s'appauvrir. Il "démarchandise" naturellement les biens informationnels. Il est aussi économiquement viable avec la valorisation des services qu'il rend possible, comme le montre le marché des Logiciels Libres⁹. Il préfigure une extension de la notion de service public et d'intérêt collectif, en remettant la collaboration au coeur du contrat social.

Contre cette dangereuse alternative, le Capital impose l'extension sans limite de la mal nommée "propriété intellectuelle", visant à imposer systématiquement les économies de rente. Armé de brevets, s'appropriant tout, il raréfie et surmarchandise les oeuvres de l'esprit, et par extension toute la richesse informationnelle (biosphère, génétique, recherche scientifique...). Hold-up planétaire sur l'immatériel, il consiste à revendre sans fin et cher ce qui ne coûte plus rien. Il prive la collectivité humaine du progrès propre à l'informationnel : le coût marginal de reproduction nul. Ainsi le paysan doit racheter chaque année sa propre semence aux industries agrotoxiques l'internaute payer l'usage des biens qu'il a déjà acquis, la collectivité publique acheter sans fin nouvelles licences logicielles inutiles aux éditeurs hégémoniques, les Universités s'abonner à des

revues scientifiques hors de prix.

7 Et bientôt de leur robots : https://www.laquadrature.net/fr/droit_auteur_12_sept
8 La Définition ici https://fr.wikipedia.org/wiki/Logiciel_libre

9 En France l'Open Source et les Logiciels Libres pèsent 10% du marché global de l'informatique, mais ont une croissance deux fois plus élevée.

Ce qui est mis ainsi peu à peu sous coupe réglée, c'est notre patrimoine cognitif, historique, imaginaire, génétique, c'est notre mémoire collective, nos cultures partagées, rien moins que les strates cumulées de l'Histoire humaine qui sont ainsi confisquées, raréfiées, privatisées. Le patrimoine, le passé même est devenu une variable d'ajustement, tarifiée, négociable¹⁰. La nouvelle utopie capitaliste rêve de nous revendre la lumière du soleil, tout en "prolétarisant l'humain de sa propre création immatérielle"¹¹.

Corollaire nécessaire de cette obsession effrénée de verrouillage et de contrôle, l'hyper-surveillance totalitaire se met en place, avec l'écoute numérique systématisée et hors de portée des citoyens. Navigation surveillée, puces espionnes, réseaux écoutés, logiciels sous contrôle sont déjà là¹². Ne restait qu'à les rendre incontournables et à créer des officines privées aux ordres des grands argentiers du numérique, ayant droit de police et de justice : c'est fait depuis le vote du 12 Septembre 2018 de la Directive Copyright au Parlement Européen. Le droit public est devenue une victime collatérale de l'attaque faite aux idées publiques. Ainsi ceux qui mettent les secrets des multinationales et des gouvernements sous le regard des citoyens sont poursuivis par la justice (Wikileaks, Snowden...) -mais ceux qui vendent au multinationales les faits et gestes publics des citoyens sont des milliardaires respectés (Facebook, Google...).

Société du péage contre esprit de partage

Ces deux modèles, ouvert ou cannibale, dé-marchandisé ou privé, ne peuvent coexister. La guerre que le second mène contre le premier l'atteste : les efforts produits par le Capital pour imposer l'enfermement des richesses informationnelles sont considérables, notamment dans les organismes internationaux avec la réforme de l'OMPI ou la mise en place des traité CETA et JEFTA. Rien ne doit plus s'opposer à la privatisation des richesses de la nature et de l'esprit. Les idées, les logiciels, les semences, le vivant, les découvertes de l'esprit, tout doit devenir "brevetable", c'est à dire exclu des Communs et livré aux rentiers.

Dans l'arsenal législatif français, ce sont pas moins de cinq lois-cadre en dix ans qui ont été imposées quasiment sans débat public (LCEN, DADVSI, LSQ, MEP, HADOPI...) dessinant un totalitarisme numérique "à la française", dans la ligne du traité ACTA. Les transnationales imposant leurs lois à des Parlements acquis à la cause de l'argent avant tout. Comme dans Shakespeare, "c'est le malheur du temps que les fous guident les aveugles"¹³.



Pluralisme (Getty)

Le modèle technologique de l'infrastructure même d'Internet est aujourd'hui menacé en tant que Commun. La disparition programmée aux Etats Unis et par effet de contagion dans le reste du monde de son principe fondateur de neutralité¹⁴ témoigne de sa centralisation, toujours plus flagrante, sur une demi-douzaine d'acteurs. La prise de contrôle de ses Lois (les normes techniques, le droit d'accès, les conditions d'utilisation...) par les nouveaux oligarques du numériques, GAFKA et BATX en tête en menace les fondements même. Comme toujours, "Le Capitaliste coupe l'arbre dont il ne peut revendre l'ombre"¹⁵.

La réappropriation des Communs informationnel de l'Humanité par le plus grand nombre, au nom de l'intérêt général et de la sanctuarisation de notre patrimoine cognitif, est toute aussi critique que celle des Communs environnementaux. Il s'agit dans les deux cas de survie collective, car dans notre monde de plus en plus complexe l'enjeu du partage des savoirs n'est pas seulement une question de modèle économique, ni même de partage des pouvoirs : c'est une condition première du vivre ensemble. Se réapproprier comme des Biens Communs inaliénables la biosphère, le génome, le Temps du passé, l'espace public, les logiciels, les normes et les standards, et finalement Internet lui-même devraient être la finalité et le processus même de ce "communisme informationnel" qui se fixe pour but et pour moyen la gestion démocratique de l'intelligence collective.

Pour y parvenir, des propositions concrètes existent, qui sont aussi une source de renouvellement programmatique du socle commun de la vieille gauche. Elles sont à même de menacer sérieusement le capitalisme cognitif¹⁶. Plate-forme publique d'échange permettant l'universalisation du savoir par la socialisation des profits, nouveaux services publics de création et de diffusion des savoirs immatériels dans des formats publics inaliénables, encouragement à l'élaboration de la connaissance collaborative, éducation permanente et formation populaire, financements publics conditionnés par les formats des réalisations, libre diffusion de la culture scientifique, droits d'auteur du salarié...

Autant de pistes pour enfin faire entrer les usages immédiats dans la conduite des moyens révolutionnaires, et combattre concrètement l'hégémonie culturelle du capitalisme.

10 Lire "une histoire de l'archéologie préventive"
<https://rebellyon.info/Comment-j-ai-appris-la-Loi-du-marche-une-19528>
 11 In "La véritable leçon à tirer de mai 68" par Slavoj Zizek
https://www.lemonde.fr/idees/article/2008/06/02/la-veritable-lecon-a-tirer-de-mai-68-par-slavoj-zizek_1052652_3232.html
 12 Guerre Froide contre Internet : <https://www.humanite.fr/node/280553>
 13 King Lear, 1606

14 Voir https://www.laquadrature.net/fr/neutralite_du_Net
 15 K. Marx
 16 L'expression est de Yann Moulier Boutang

Prolétarisation de masse et normalisation des comportements

En plus d'être peu à peu dépossédée de ses richesses informationnelles collectives, l'Humanité fait désormais face à un autre mécanisme de prolétarisation, celui de la collecte de son intime à l'échelle planétaire. Le numérique nomade, tout entier mis au service des acteurs privés dominants, opère un enregistrement intrusif et continu des comportements individuels, aux fins de leur marchandisation et au prix de leur normalisation.

L'économie du capitalisme numérique cannibalise ainsi *en plus* du "corps étendu" de l'humain (c'est à dire sa force de travail), désormais également sa "substance pensante" pour reprendre les mots de Descartes. Une Humanité non plus "seulement" dépossédée de sa force productive, mais ponctionnée, à chaque instant et sans contrepartie, de son intime : déplacements, amitiés, échanges, avis, recommandations, habitudes, état d'esprit, domesticité, rythme cardiaque, pensées fugaces...

Dès 2006, en France, le rapport Levy-Jouyet, réplique obéissante de son homologue américain de 2002 "*Converging Technologies*", proclamait l'avènement de la nouvelle ère du profit : *l'humain est un capital comme les autres*. Il faut donc lui donner un traitement économique en soi, en étendre sans limite la "chosification", et s'assurer au passage de la prédictibilité de ses comportements par la normalisation techno-culturelle. Nous sommes tous devenu depuis la cible précise d'une rente de chaque instant, dans une économie relationnelle niant toute médiation collective, basée sur la captation permanente de l'attention individuée. L'innovation remplace l'usage, le comportement segmenté se substitue à la singularité de l'être.

Les nouveaux oligarques de l'intime

Un milliard et demi de smartphones et des milliards de capteurs omniprésents enregistrent et analysent désormais en continu des masses inégalées de données (doublant tous les trois ans) ponctionnées sur près de quatre milliards d'internautes cobayes, à la fois volontaires et inconscients. Ces données sont agrégées par des algorithmes de plus en plus pertinents, dopés par l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, alimentés par l'Internet des objets, prélevées la plupart du temps sans consentement éclairé, par des téléphones en veille ou des "assistants personnels" qui semblent dormir dans la cuisine. Des technologies présentées comme objectives, mais basées sur une vision infantile et mercantile de l'humain, deviennent ainsi à la fois absolument intrusive et hors de contrôle.

Chacun de nos clics permet peu à peu d'affiner la connaissance individuelle singulière, de dresser le profil du consommateur à l'échelle de l'humanité. Pour les algorithmes auto-apprenants dopés par l'intelligence artificielle, il ne s'agit plus de battre les humains aux échecs, mais de produire de puissants réflexes d'acceptation, à l'échelle individuelle (smartphones, assistants), comme collective (utilisation des algorithmes dans la sphère politique). La prédiction devient suggestion, puis prescription, validant récursivement son modèle. Ainsi est détruite, par la prescription normative à l'échelle industrielle, la singularité des désirs¹⁷ comme la diversité des révoltes.

17 Voir notamment Bernard Stiegler et Ars Industrialis, "Rénchanter le monde", Flammarion, octobre 2006

Afin de justifier le pillage des Communs et la marchandisation de l'intime prélevé gratuitement sur des milliards d'individus, le techno-libéralisme s'est doté d'une mythologie abondamment reprise : la légende du Garage et de la Start up. Dans ce livre d'images pieuses que feuillette chaque jour Mr Macron, l'économie du numérique créerait spontanément de la richesse par la simple volonté de quelques visionnaires décalés, bricolant sur un coin de table les inventions du futur.

En réalité l'économie du numérique est aux mains d'une poignée de transnationales Nord Américaines et chinoises, toutes lancées par le complexe militaire industriel et l'industrie bancaire (Google, Microsoft, SAP, Oracle...) et toutes en situation de quasi-monopole par l'avantage géo-stratégique dont elles bénéficient et grâce à l'absence totale de vision et d'ambition européenne. Elles sont enfin toutes dirigées par des oligarques qui mêlent une infantile vision libertarienne et une idéologie transhumante assumée.

Les GAFAM, cinq sociétés américaines iconiques du numérique, cumulent en 2017 3.500 milliards de dollars de Capitalisation boursière¹⁸. Toujours en 2017, selon le classement BrandZ qui mesure la valeur des marques, les GAFAM occupent les cinq premières place ; Google en tête devant Apple, Microsoft, Amazon et enfin Facebook. La valeur combinée de la maison mère de Google (Alphabet) et d'Apple est supérieure à celle du CAC 40 au complet. Grâce à ses réserves, Apple pourrait acheter les deux plus grosses entreprises de l'indice boursier français (LVMH et Total).

Or ces nouveaux monopoles (et leur équivalent chinois, les BATX) n'ont pas seulement une vision infantile et dangereuse du monde¹⁹. Ils captent sur le corps-social une plus

value informationnelle revenue sans contrepartie. Ils sont aussi à la pointe de la non-contribution à l'effort collectif qui caractérise la bourgeoisie planétaire, refusant ouvertement l'impôt comme la participation à la marche du monde collectif²⁰. Ils imposent enfin un droit mondial exclusif qui les sert, au mépris de tout multilatéralisme²¹.

S'opposer à la moisson de nos gestes intimes comme à la normalisation de la pensée mondiale, re-

fuser l'occupation de l'attention par les artefacts du technolibéralisme, c'est donc d'abord briser ces monopoles pour revenir aux fondamentaux d'un internet décentralisé. Pour cela (en plus d'un nécessaire déplacement en Europe du barycentre de l'ambition industrielle), contre Google, Apple, Microsoft et les autres, la formule de Marx devient un signal d'urgence et une ligne d'action : "*Il n'y a qu'une seule façon de tuer le capitalisme : des impôts, des impôts et toujours plus d'impôts.*" La lutte contre la fraude fiscale rejoint le combat pour le communisme informationnel.

18 La capitalisation boursière et la trésorerie cumulé des GAFAM sont respectivement équivalentes au produit intérieur brut de l'Allemagne et à celui de la Suède et en 2016, les cinq entreprises dépensent près de 60 milliards de dollars américains en recherche et développement.

19 A ce sujet lire "Silicon Valley : le plan fou des nouveaux maîtres du monde" <https://www.nouvelobs.com/l-enquete-de-l-obs/2014/04/08/OBS9028/silicon-valley-le-plan-fou-des-nouveaux-maitres-du-monde.html>

20 Sur la fraude fiscale des GAFAM <https://www.generation-nm.com/gafa-europe-impot-optimisation-fiscale-taxe-actualite-1946264.html>

21 Voir à ce propos http://www.liberation.fr/debats/2017/01/02/olivier-iteanu-la-silicon-valley-cherche-a-imposer-le-droit-americain-a-l-europe_1538675

Vers une société de l'inattention

Dans le Capital Marx écrit "*Le capital est du travail mort, qui ne s'anime qu'en suçant tel un vampire du travail vivant*"²². L'actualisation numérique de cette prophétie dans le domaine de l'économie matérielle est en cours, avec la ponction continue de masses de données personnelles sur le corps social mondial, par ailleurs placé en état permanent de sidération, pour servir le double dessein de la revente de l'intime et de la modélisation des choix. Et non sans conséquence sur l'orientation des rapports sociaux.

La monétisation de l'information intime n'est pas seulement un hold-up planétaire sur l'immatériel individué. C'est également le levier d'un immense détournement de l'attention du corps social. Pour capter et maintenir cette attention, le sens du médium Internet s'est inversé : ce sont désormais les canaux du numériques qui s'adressent au citoyen. Cette permutation a logiquement entraîné un retournement du rapport critique. Le locuteur est infantilisé, amoindri à son acte unique d'achat, alors que le réseau technique et ses ectoplasmes sont eux déifiés, totémisés, adorés.

Comment l'économie de plateforme et l'extrême concentration de ces dernières a inversé le sens de l'action de consommation ? Avant vous "alliez sur le web". C'est maintenant le Web qui vient à vous. Chaque objet en est devenu l'intermédiaire : montre, voiture, frigo, T-shirt, affiches, implants, TV... La marchandise vient à l'acheteur, dans une sollicitation active permanente, par des notifications qui cliquent et vibrent dans sa poche, sa montre, ses lunettes. Le stade intrusif ultime de l'économie de l'offre, c'est le triomphe de la pulsion sur l'achat rationnel. Le Graal du "startupeur digital", c'est la mort du Surmoi.

La captation permanente de l'attention (les 16-30 ans passent 4h par jour sur leurs smartphones) par les objets connectés entretient une confusion dans notre rapport au distant. En étant partout sans cesse ailleurs, je ne suis jamais là où je me trouve. L'interaction avec ceux qui ne sont pas là supplante l'échange direct avec les présents : nous l'avons tous constaté aux terrasses des cafés. L'anxiété sociale de "*rater quelque chose qui se passerait ailleurs*" nous détourne et nous rend aveugle à ce qui arrive là, maintenant, sous nos yeux²³.

Or le temps d'attention disponible n'est pas extensible dans l'espace affectif de nos journées. Tous les détournements de notre énergie empathique au profit du "narcissisme digital", du lointain immatériel, amoindri l'attention que l'on peut porter aux autres. Les interactions quotidiennes qui fondent l'humanisation du collectif s'en trouvent bouleversées. "*Ici et avec ceux qui m'entourent*" devient progressivement "*dans une virtualité pervasive, avec des machines qui se prétendent à mon service*".

Peu à peu, les prothèses numériques et cognitives nous "occupent". Au sens mercantile (le "*business*" est ce qui capte notre activité physique et notre attention intellectuelle au service de la création de survaleur) ; mais également au sens militaire, car nous sommes "occupés" par une puissance extérieure, envahis par des désirs, des signes et des valeurs imposées en permanence, qui nous sont exogènes, qui nous "occupent" sans laisser de place à la distance, à la rêverie, à l'ennui, à la créativité, à la critique.

Une "Société de l'inattention" naît progressivement du détournement de l'empathie collective vers un distant artificiel, affaibli la lucidité sociale immédiate. Lentement bougent les seuils qui commandent l'attention. Or ce sont aussi ceux, politiques, qui déterminent ce qui est acceptable ou pas. Le regard portée aux autres vivants, en déprimant, restreint l'accès au "soi élargi" qui est l'homme social depuis Platon. Il laisse le champ libre à la société des eaux glacées du calcul égoïste.



Jérôme Bosch, *L'Escamoteur*, circa 1.500, détail

Les amplifications en cours (assistant virtuels auxquels on s'adresse, synthèse vocale parfaite, intelligence artificielle cachée...) présagent un monde de cécité affective et de confusion présente. Mais également un monde où les inégalités nées de la nouvelle fracture vont aggraver celle déjà abyssale entre les "riches" et les "pauvres": la fracture entre les augmentés (cognitivement, génétiquement) et les non-augmentés, ceux qui auront les moyens de s'acheter des augmentations cognitives ou génétiques et ceux qui en resteront exclus.

Pour assoir un pouvoir en résonance avec l'idéologie de "l'Homme augmenté par le numérique" reste à substituer à la politique un mécanisme décisionnel algorithmique masquant les choix idéologiques sous-jacents du Capital, sous couvert de neutralité technologique. C'est le solutionnisme numérique.

22 chap. viii (« la journée de travail »)

23 Sur le syndrome FoMO voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Fear_of_missing_out

Le solutionnisme algorithmique et la science magique, pour en finir avec la démocratie

Les nouveaux oligarques du numérique investissent beaucoup dans la convergence de l'intelligence artificielle²⁴ (simuler le raisonnement et l'auto-apprentissage par des machines) et la collecte massive de données publiques. Cette rencontre sous-tend et motorise l'idéologie "solutionnisme" visant à utiliser des algorithmes pour orienter et arbitrer l'action publique. Nous n'en sommes plus à la théorie : en France, c'est bien sous le couvert de la logique algorithmique de Parcours Sup que le gouvernement Macron industrialise à grande échelle le tri social. Il s'agit d'un prolongement logique de la "naturalisation" du capitalisme, qui après avoir fait passer ses choix pour des rationalités issues des lois pures de l'économie "hors sol", transfère désormais la gestion de cette rationalité au numérique et à l'intelligence artificielle.

Mais pour parvenir à pareil transfert de citoyenneté et de délibération, il fallait d'abord vider de son sens la science des Lumières, et confisquer au peuple sa capacité de jugement et de décision au profit d'une logique computationnelle. Pour cela la disqualification des sciences et techniques en tant que levier d'un projet social, leur effacement sous couvert notamment de "disruption dans l'innovation"²⁵ a fait de la technologie une nouvelle religion, sans débat ni maîtrise populaire.

Avec Galilée et Descartes, les sciences et techniques s'étaient inscrites dans une cause qui les dépasse : "*procurer autant qu'il est en nous le bien général de tous les hommes*"²⁶. Les innovations ne valent pas pour elles-mêmes, mais pour cette finalité transcendante, c'est pourquoi -et seulement pour cela- qu'il faut nous rendre "*maîtres et possesseurs de la nature*" [ibid]. Les progrès techniques s'inscrivaient dès lors dans un récit de civilisation contingent, au regard de choix de société préalables : les technologies ne sont pas des intermédiaires neutres, elles redéfinissent le problème auquel elles s'attaquent. Ainsi la critique de la technique rend possible une critique de la politique.

Cette tension dialectique entre science, technologie et citoyenneté respire dans les grands questionnements du XXe siècle : le débat Bohr-Einstein du probabilisme en mécanique quantique, "l'obstacle épistémologique" de Bachelard, les travaux de Bergson sur le temps et la relativité, les options du mix-énergétique ou des OGM... La citoyenneté scientifique a favorisé une distanciation sociale de l'innovation : que peut-on connaître, et que faire de ce que nous connaissons ? Dans les limites de son appropriation populaire, la science s'est ainsi "laïcisée", par sa mise au service de politiques décidées en dehors d'elle-même -et par le plus grand nombre.

Science et techniques enchâssées dans un projet de société, citoyenneté scientifique et progrès collectif : ce monde est maintenant révolu. L'exploitation-privatisation de l'écosystème qui s'est substitué à la "possession de la nature" en menace désormais l'existence même. Quand au "progrès" de Démocrite ou Condorcet, il est vidé de sens par sa restriction à la croissance du profit. Faute de vision civilisa-

trice sous-jacente, la disparition de la finalité scientifique nous a réduit à une passivité sidérée devant ses innovations.

Or ce sont singulièrement les innovations numériques qui occupent désormais en entier la narration scientifique, en s'imposant à nous sans contre-pouvoir ontologique, comme si elles nous étaient extérieures. Cet éloignement est encore aggravé par la portée anthropologique de la révolution informationnelle, dont les réalisations sont concentrées aux mains d'une bande d'acteurs de la Silicon Valley, planétaire dans son emprise quotidienne, illimitée dans ses moyens, groupusculaire par le nombre.²⁷

Du choix politique à l'algorithme

Cette sidération des sens puis du sens est une des composantes de la disparition sans remplacement des forces propulsives des lumières : ni la science, ni le travail, ni la signification du monde ne sont plus inscrites dans un projet de société. Tout est vide. En grimant les technologies comportementales avec la neutralité du champ de la technique, le techno libéralisme est en passe de faire de l'Humanité un *en-dehors* d'elle-même, synthèse du transhumanisme (éliminer l'humain dans l'Homme) et des libertariens (éradiquer la médiation politique dans la recherche de l'intérêt commun). Il ajoute aux religiosités antérieures deux nouvelles immanences : l'économie ordolibérale, et la science, réduite à la 4e révolution industrielle de Davos, celle du numérique. Ce solutionnisme informatique²⁸ impose une vision transcendante, non plus de l'humanité maîtresse de son destin, mais de la science elle-même, dé-laïcisée, rendue à un statut spirituel, dont Hollywood et la start-up Nation sont devenus les porte-paroles dévot.

Pour incarner concrètement les objectifs de rentabilité mondiale, le solutionnisme prétend vouloir "réparer" ou améliorer toute situation en passant par la technologie sans s'intéresser le moins du monde au facteur humain qui a causé cette situation, sans s'interroger sur ses causes profondes, sans s'interroger sur les conséquences de la solution. Cela revient également à "tordre" le problème pour qu'il rentre dans la solution, quitte à ne pas résoudre le problème et en créer un nouveau²⁹.

En plus d'éloigner encore plus des citoyens les lieux de décisions en en faisant un "au-delà technologique" indiscutable, la fausse disparition de la dimension politique de la décision sert un but idéologique. Car ce sont bien des humains qui programment et conçoivent les machines auto-apprenantes, aux capacités analytiques et prescriptives. Leur absence de diversité et de pluralité politique³⁰ est la cause logique d'une programmation du capitalisme récursivement inscrite dans la logique même des machines dont il se sert pour justifier sa marche.

27 "Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique et l'affronter en tant que tel" <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-le-grand-entretien/20160826.RUE0655/morozov-internet-est-la-nouvelle-frontiere-du-neoliberalisme.html>

28 E. Morozov "pour tout résoudre, cliquer ici" <http://internetactu.blog.lemonde.fr/2014/09/05/la-silicon-valley-a-t-elle-un-programme-politique/>

29 Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, déclarait dès 2008 : "Le monde étant confronté à de nombreux enjeux majeurs, ce que nous tentons de mettre en place en tant qu'entreprise, c'est une infrastructure sur laquelle s'appuyer pour en dénouer un certain nombre." Dans le même esprit, Eric Schmidt, président exécutif de Google, annonçait lors d'une conférence en 2012 : "Si nous nous y prenons bien, je pense que nous pouvons réparer tous les problèmes de monde."

30 Voir par exemple : https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/07/30/intelligence-artificielle-la-diversite-humaine-un-enjeu-central-pour-son-developpement_5337428_4408996.html

24 En 2012, Google n'avait que quelques projets dans l'AI, contre 2 700 trois ans plus tard. En 2013, Facebook ouvre le Facebook Artificial Intelligence Research (FAIR). Amazon, Microsoft, Apple, Netflix, Tesla ne sont pas en reste non plus, de même de nombreuses sociétés chinoises. Enfin le DARPA, département recherche de la défense américaine, vient d'annoncer en Septembre 2018 son intention d'investir 2 Milliards de Dollars dans l'Intelligence Artificielle.

25 [<https://www.rsln.fr/fil/disruption-impossible-avenir-entretien-bernard-stiegler/>]

26 Discours de la méthode, 1637

DEFENDRE EN ACTE ET EN PENSEE LE COMMUNISME INFORMATIONNEL

Le champ numérique est devenu l'enjeu central du pouvoir. Pouvoir de l'argent : le capitalisme financier, après plusieurs tentatives de contournement, a fait d'Internet son média et son incarnation. Pouvoir idéologique : à la profusion initiale a succédé des vagues successives de raréfaction, normalisation, appauvrissement, concentration. Pouvoir impératif : sous l'apparence du cool et du nouveau, l'injonction massive au consentement marketing est devenue globalisée, planétaire, façonnant en deux générations une civilisation humaine mimétique et fortement nivelée idéologiquement. Pouvoir politique : avec le transhumanisme et la pensée libertarienne, plus besoin de perdre son temps à organiser la société et à faire de l'égalité un véhicule émancipateur.

Face à cette menace globale, il faut reconquérir une compétence populaire des sciences, et diversifier, par l'action publique, les acteurs de l'innovation numérique qu'il faut contraindre au respect des biens communs. Affirmer la souveraineté populaire sur les choix immanents -qu'ils soient déistes, commerciaux ou scientifiques, c'est refuser de subir le messianisme ultralibéral imposés par une poignée de sociétés privées.

Le corps inorganique de l'Homme, c'est l'univers tout entier³¹. En perdre la maîtrise et la compréhension, cannibalisées par le capitaliste cognitif, c'est perdre l'humanité elle-même. Pour reconquérir notre culture scientifique, pour réimposer l'intérêt général, il est urgent de laïciser le numérique. Ce combat concerne l'humanité toute entière. Il est celui du rétablissement d'un rapport de force politique permettant de dépasser la société du péage et ses nouveaux féodalismes, et de construire la société du partage, celle du communisme informationnel.

L'humanité a tout à y gagner. Et ce qu'elle a à y perdre cette fois-ci n'est rien moins que la substance du monde.

Jérôme RELINGER

jrelinger@pcf.fr

[@relinger](#)

© CC-BY-NC-SA